

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

Marché du carbone et taxe sur l'essence : le gouvernement fait le bon choix selon des organisations environnementales

MONTRÉAL | TERRITOIRE TRADITIONNEL ET NON CÉDÉ DE LA NATION KANIEN'KEHÁ:KA, le 23 mai 2025 — L'Alliance TRANSIT, Équiterre, la Fondation David Suzuki, Greenpeace Canada, Nature Québec, le Réseau action climat Canada et Vivre en Ville expriment leur appui envers les récents propos du premier ministre François Legault et du ministre des Finances Éric Girard au sujet du marché du carbone et de la taxe sur l'essence, des mesures écofiscales clés pour lutter contre la triple crise du climat, de la biodiversité et du coût de la vie.

« C'est un soulagement d'entendre le premier ministre et le ministre des Finances réaffirmer l'importance du marché du carbone et de la taxe sur l'essence pour financer notre action climatique. Notre marché du carbone, malgré ses défauts, fait la renommée du Québec à l'international. Quel message enverrait-on si on reculait sur ce qui fait de nous un leader? On le répète, réduire nos émissions de gaz à effet de serre est indispensable pour que la vie soit abordable à long terme », déclare **Andréanne Brazeau, analyste principale des politiques pour le Québec à la Fondation David Suzuki.**

« Malgré ses défauts, le marché du carbone demeure un outil essentiel pour la transition énergétique au Québec. Mettre la hache dedans servirait d'abord et avant tout les intérêts de Trump et du lobby pétrolier — le Québec doit se tenir debout face à l'offensive des grands pollueurs qui n'attendent que le feu vert des gouvernements pour nous faire reculer d'une décennie en matière de lutte aux changements climatiques », estime **Louis Couillard, responsable de la campagne Climat-Énergie chez Greenpeace Canada.**

Un système essentiel mais imparfait

Alors qu'il y a à peine quelques mois, le gouvernement avait sur sa table à dessin une réforme du marché du carbone afin de le rendre plus efficace, les organisations l'appellent à rapidement mener à terme cette réforme en priorisant les changements les plus porteurs pour augmenter la contribution des grands pollueurs industriels et limiter l'impact sur les ménages, dont plus particulièrement ceux à plus faible revenu.

Elles réitèrent leurs recommandations publiées en 2022 ainsi que celles du Comité consultatif sur les changements climatiques pour rapidement renforcer le marché du carbone au bénéfice de toute la population.

« Le problème, ce n'est pas le marché du carbone en soi. L'heure est venue de faire les réformes nécessaires pour resserrer la vis aux gros pollueurs, par exemple en réduisant dès maintenant

les “droits de polluer” offerts gratuitement aux grandes industries et en augmentant le prix du carbone. À l'heure où des milliers de familles québécoises sont aux prises avec une hausse fulgurante du coût de la vie et se retrouvent à défrayer la majorité des coûts de la crise climatique, demandons aux responsables d'assumer leurs responsabilités », recommande **Charles-Édouard Têtu, analyste des politiques climatiques et énergétiques, Équiterre**.

« Le Québec accuse un retard considérable sur ses cibles climatiques, et ce sont nos communautés qui en paient le prix. Le marché du carbone a le potentiel d'être un véritable levier de justice climatique s'il applique mieux le principe du pollueur-payeur et si la gestion des fonds est plus rigoureuse et transparente. Nous avons tout à gagner à renforcer les outils déjà en place », ajoute **Leïla Cantave, responsable pour le Québec au Réseau action climat Canada**.

Le marché du carbone : un outil pour rendre la vie plus abordable

Pour les organisations, là où le bât blesse, c'est dans la distribution des fonds récoltés via la bourse du carbone et la manière de la communiquer à la population, à l'heure où la crise climatique entraîne des coûts individuels et collectifs croissants.

« Le marché carbone est une excellente mesure d'écofiscalité, qui fait du Québec un leader nord-américain et qui contribue à **lutter à moindre coût contre les changements climatiques**. On doit en faire plus pour accélérer une transition écologique qui ne laissera personne derrière, et c'est ce à quoi nos énergies devront être consacrées pour consolider la tarification du carbone au Québec », analyse **Christian Savard, directeur général de Vivre en Ville**.

« Par le passé, l'argent récolté grâce au SPEDE a permis de **développer des services de mobilité durable au Québec**, mais il est temps de réviser sa gestion pour qu'il en fasse encore bien plus dans toutes les régions, d'autant plus qu'un surplus de 1,6 milliard demeure inutilisé. Quant à la taxe sur l'essence, qui finance l'entretien des infrastructures de mobilité, elle envoie un signal-prix essentiel, mais demeure insuffisante », ajoute **Samuel Pagé-Plouffe, coordonnateur de l'Alliance TRANSIT**.

« Il ne faut pas oublier qu'une partie des revenus du marché du carbone sert à financer l'adaptation aux changements climatiques. Montrer à la population du Québec comment cet argent peut les aider dans leur quotidien à faire face aux feux, aux inondations ou encore aux glissements de terrain permettrait une meilleure adhésion au marché du carbone, surtout à l'heure où de plus en plus d'assureurs ne veulent plus assumer le coût de ces catastrophes », conclut **Anne-Céline Guyon, analyste climat-énergie chez Nature Québec**.

Pour plus d'informations ou pour une demande d'entrevue :

Cyrielle Maison

Co-directrice des communications par intérim à la Fondation David Suzuki

514 871-4932 | cmaison@davidsuzuki.org